

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE BRAS-PANON
ET LA **CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA REUNION**

Entre les soussignés :

La Commune de Bras-Panon, représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Jeannick ATCHAPA**, domicilié Hôtel de Ville – 89 Route Nationale 2 – 97412 Bras-Panon,

Ci-après dénommée « La Commune »

D'une part,

Et :

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Réunion (CMA), représentée par son Président Monsieur Bernard PICARDO, domiciliée au 42 rue Jean Cocteau – BP 10 034 – 97 491 Sainte-Clotilde Cedex,

Ci-après dénommée « la CMA »

D'autre part,

PREAMBULE

La Commune de Bras-Panon a reçu une demande de la CMA en vue de l'organisation d'un « Village de l'artisanat » sur le site du Champ de Foire, pour la période du vendredi 28 mars au 30 mars 2025. La CMA a sollicité le soutien de la Commune pour l'organisation de la manifestation qui contribuera à l'animation économique de la Ville.

La présente convention est établie afin de définir les obligations des parties.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de partenariat entre la Ville de Bras-Panon et la CMA, dans le cadre de l'organisation d'un « Village de l'artisanat », sur le site du Champ de Foire.

Elle fixe notamment :

- Les modalités du soutien apporté par la Commune à la CMA afin de permettre la mise en œuvre de la manifestation ;
- Les actions consenties par la CMA en contrepartie du soutien apporté par la Commune.

ARTICLE 2 : Engagements de la Commune de Bras-Panon

La Commune met à disposition de la CMA, le site du Champ de Foire, ainsi que ces équipements (liste désignée en annexe) pour organiser l'évènement « Village de l'artisanat » et s'assure des conditions satisfaisantes de fonctionnement dans le respect des normes de sécurité : accessibilité, éclairage, accès à des sanitaires et la propreté du site.

Pour le bon fonctionnement de la manifestation, la Commune s'engage à apporter un soutien logistique et humain, intégrant :

- La location de chapiteaux concourant à la mise en place du village de l'artisanat,
- Les réseaux d'électricité nécessaires à la tenue de la manifestation,
- La prise en charge d'un service de gardiennage,
- Tous les dispositifs afférents à l'accueil des visiteurs de la manifestation sur le site : parking, toilettes, nettoyage du site...

ARTICLE 3 : Engagements de la CMA

La CMA s'engage à :

- Assurer la mise en œuvre du Village de l'Artisanat et en assumer la responsabilité,
- Assurer la gestion des exposants et des animations,
- Assurer la gratuité du site au public,
- Prendre en charge les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, et les défraiements de l'ensemble des intervenants attachés à la manifestation,
- Faire respecter les horaires de la manifestation convenus au préalable avec la Commune,
- Fournir à la collectivité les documents nécessaires à la publicité de l'évènement,
- Respecter les lieux et bâtiments mis à sa disposition,
- A faire mention du partenariat avec la Commune sur tous les supports de communication liés à l'évènement, et notamment reproduire le logo de la Commune sur tous les documents écrits relatifs à la manifestation (invitations, affiches, tracts, dossier de presse, réseaux sociaux...).

ARTICLE 4 : Durée d'occupation du site

La présente convention est consentie et acceptée **pour une durée de 5 jours du jeudi 27 Mars à 7h00 au lundi 31 mars 2025 à 16h30**. Cette période comprend l'installation, la manifestation et le démontage.

Les dates de la manifestation étant du **28 au 30 Mars 2025**.

La CMA prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent en début de la période d'occupation, et devra les rendre en bon état, à la date de fin de période.

ARTICLE 5 : Activité autorisée

Le site du Champ de foire est destiné à accueillir la réception d'un **Village de l'artisanat**, à l'exclusion de toute autre utilisation.

La manifestation est autorisée de **9h00 à 19h00**.

ARTICLE 6 : Assurances

La CMA déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le site du Champ de Foire est mis à disposition. (Cette police porte le numéro XXXXXXXXXX et a été souscrite auprès de la compagnie « XXXXXXXXXXXXXXX »).

ARTICLE 7 : Responsabilités

La CMA :

- Reconnaît que la présente convention ne peut être cédée à un tiers et que la sous location est interdite ;
- Déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application ;
- Devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, les débits de boissons ;
- Devra respecter la tranquillité et le repos des voisins.

ARTICLE 8 : Evaluation

Dans le cadre de la présente convention, les Parties s'engagent à se réunir après la manifestation et à évaluer les engagements réalisés par chacune des parties et les difficultés rencontrées.

Un bilan moral et financier sera présenté par la CMA.

ARTICLE 9 : Résiliation

10.1 : Abandon du projet

Dans le cas de l'abandon du projet, la présente convention est résiliée de plein droit.

10.2 : Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des Parties, de l'une ou des obligations prévues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

10.3 : Force majeure

En cas d'évènements de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des Parties de ses obligations telle qu'elles découlent de la présente convention, la Partie défaillante en informe

immédiatement l'autre. La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la convention.

Il est entendu par évènements de force majeure, des évènements imprévisibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente convention et telle que définie à l'article 1218 du code civil.

ARTICLE 10 : Responsabilité de la Commune

Aucune responsabilité ne peut être recherchée par la CMA auprès de la Commune du fait de son partenariat, quant à l'organisation, la mise en œuvre et la réalisation du projet.

ARTICLE 11- Litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable seront soumis au Tribunal Administratif de Saint Denis.

Fait à Bras-Panon en 2 exemplaires
le :

Pour la CMA,

Pour la Commune,

Le Président

Le Maire,